

Questions orales

Depuis 1987, cependant, année où le prix du vison a été le plus élevé, l'industrie a été affaiblie par les attaques du lobby anti-fourrure et surtout par l'expansion de ses concurrents des pays scandinaves. Cet affaiblissement se traduit par l'accumulation d'un surplus de fourrures qui risque d'entraîner son effondrement total.

Cette industrie est pourtant solide. Elle possède des fourrures de première qualité et une main-d'oeuvre d'agriculteurs qualifiés. Elle est rentable, et pourvu que le gouvernement y veille, elle le restera. Pour que les éleveurs de vison canadiens puissent survivre à cette difficile période, je demande au ministre de l'Agriculture d'appuyer la demande de l'industrie qui désire que le vison soit immédiatement ajouté à la liste des produits admissibles dans le cadre de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles.

Le temps presse pour ces agriculteurs. Beaucoup d'entre eux vivent en Ontario, au Québec et en Nouvelle-Écosse et ils ont connu une année très difficile. Je demande au ministre de l'Agriculture de réfléchir à cette suggestion.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LES PÊCHES

M. Fernand Robichaud (Beauséjour): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre.

Voilà maintenant plus d'un an que le gouvernement sait qu'il y a une crise dans les pêches de la région atlantique. Depuis lors, le gouvernement n'arrête pas de faire des promesses, mais ses promesses sont vides. Le programme d'aide d'un milliard qu'il avait promis a tellement fondu qu'il n'est plus que de 130 millions.

La réponse à long terme et les nouveaux programmes ont disparu et ont été remplacés par les programmes existants. La plupart des Canadiens sont d'accord sur une chose: alors que le gouvernement avait fort justement accordé son aide aux agriculteurs de l'Ouest, il laisse les Canadiens de la région atlantique se débrouiller seuls avec cette crise.

Le vice-premier ministre pourrait-il profiter de cette occasion pour nous annoncer ce qu'il a l'intention de faire pour que les Canadiens de la région atlantique s'estiment justement traités et puissent faire face à leur avenir avec dignité plutôt que désespoir?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, comme le député le reconnaissait dans sa question, nous avons déjà annoncé 130 millions d'aide pour certaines des personnes touchées par cette crise évidente des pêches de l'Atlantique.

Nous envisageons d'autres programmes qui pourraient être mis à la disposition des victimes de la crise. Dans le cadre d'un programme du gouvernement du Canada—et nous souhaitons vivement que ce soit en collaboration avec les provinces de Terre-Neuve et de Nouvelle-Écosse, et certainement avec le secteur de la pêche—nous espérons essayer d'établir la viabilité à long terme de l'industrie de la pêche sur la côte atlantique, vu que par le passé la planification a été insuffisante. Des décisions, attribuables en partie aux gouvernements provinciaux, se révèlent rétrospectivement mal avisées. Un sérieux problème est né en ce qui concerne les stocks de morue du nord. Le député sait que M. Harris, à qui on a demandé d'examiner la question des évaluations scientifiques, a remis son rapport à mon collègue, le ministre des Pêches, qui l'étudie.

Après examen de ces renseignements et d'autres, nous annoncerons de nouveaux programmes conformes à notre engagement de traiter la crise dans le secteur des pêches de l'Atlantique avec la même priorité que celle que nous avons donnée à la crise de l'agriculture dans d'autres parties du pays.

M. Simmons: Expliquez donc cela au premier ministre.

M. Fernand Robichaud (Beauséjour): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse également au vice-premier ministre. Tout ce qu'on entend ce sont des mots, des mots qui ne veulent rien dire. Jusqu'ici, tout ce que le gouvernement a offert aux Canadiens de l'Atlantique victimes de cette crise c'est une litanie de programmes resservis, sans crédits nouveaux. Les programmes existants avaient été adoptés pour parer au marasme chronique. Pas pour régler une crise comme celle que nous traversons. En outre ces programmes existants, comme le ministre ne l'ignore pas, ont été retapés, réduits et dilués pour durer plus longtemps. Ils n'ont jamais répondu aux besoins, et encore moins maintenant.

• (1420)

Comment le ministre et le gouvernement peuvent-ils se justifier d'abandonner le Canada atlantique, à moins qu'ils ne cherchent à donner raison au premier ministre qui a dit qu'il n'y a pas de crise le Canada atlantique?